



La Lettre de l'Adac

n°59-60 – août 2023

Editorial

Les évolutions politiques récentes de l'Afrique sub-saharienne nous sont un sujet de préoccupation en raison des liens professionnels et affectifs que nous avons établis dans les pays de la sous-région. Dans certains d'entre eux, il semble exister une volonté de mettre un terme aux relations complexes mais privilégiées que l'histoire a tissées entre nous. Dans le même temps et à une échelle bien plus modeste, nous pouvons nous demander si nous ne vivons pas une situation similaire avec notre institution. Au nom du Règlement général sur la protection des données (RGPD), nous avons le sentiment d'être confrontés à une volonté d'en finir avec ce qui relie le Cirad à son passé. En effet, et en désaccord avec la convention passée entre l'Adac et le Cirad, le RGPD ne permet plus notre accès habituel aux CV et données professionnelles des collègues nécessaires à l'écriture d'un hommage mémoriel rendu à leur disparition. Le RGPD induit aussi une destruction rapide de ces archives. Au-delà de nos difficultés à rendre compte des parcours personnels des agents qui ont fait les instituts et le Cirad, c'est, à terme, une menace : celle de ne plus pouvoir faire valoir notre culture d'entreprise qui était portée, à tous les niveaux, par un souci d'aventure humaine, d'engagement pour le développement agricole et l'enrichissement culturel mutuel. Afin de lever les incompréhensions actuelles, nous devrions rencontrer prochainement la direction. Ensemble, nous espérons trouver les arrangements, dont nous vous ferons part, pour poursuivre une des missions essentielles de l'Adac : préserver et valoriser les savoirs, l'histoire et la culture du Cirad. C'est pourquoi nous vous avons sollicités récemment pour l'écriture de vos parcours professionnels, avec un bilan de carrière incluant vos satisfactions et regrets. En plus de préserver notre mémoire collective, c'est aussi un moyen d'entretenir les liens entre nous, liens que nous comptons faire vivre prochainement lors d'une « Automnale de l'Adac », prévue le 9 novembre, à laquelle nous vous invitons. Nous souhaitons que vous soyez nombreux à venir car nous prévoyons d'organiser un repas convivial avec des animations particulières et festives. Plus d'informations sur cette « Automnale » suivront prochainement.

Le président
Jacques Chantereau

Dates à retenir

20 septembre 2023 : Conférence **Le foncier rural dans les pays du Sud. Enjeux et clés d'analyse** (P. Lavigne Delville et Eric Léonard)

26 septembre 2023 : sortie à la Maison du mineur et voyage par le petit train des Cévennes

9 novembre 2023 : Automnale de l'Adac, journée festive

Conférence Observations spatiales pour l'agriculture en Afrique : potentiels et défis



A l'amphithéâtre Jacques Alliot, le 7 février 2023, l'Adac a réuni une trentaine d'auditeurs, venus assister à la conférence donnée par notre collègue Agnès Bégué, directrice de recherche au Cirad (UMR Tetis), sur le thème de l'observation satellitaire au service de l'agriculture.

Après avoir présenté les besoins (suivi des cultures, évaluation des risques environnementaux, appui à la prise de décision politique), la conférencière a insisté sur la diversité des systèmes agricoles, diversité qui demande des images différenciées en termes de résolutions et de fréquence temporelle.

Agnès Bégué a explicité ce qu'est l'observation spatiale. Les images satellitaires d'observation de la Terre donnent un aperçu de l'ampleur des changements en termes de surfaces cultivées, d'intensification et d'impacts sur les milieux naturels et les ressources en eau.

Le premier satellite optique Landsat a été lancé en 1972. Depuis le nombre de satellites a explosé de manière exponentielle. L'arrivée massive de données d'observation de la Terre s'est aussi traduite par des images de plus en plus précises (haute résolution à 10 mètres) et à haute fréquence temporelle (passage de l'ordre de la semaine). En particulier les images gratuites, acquises par les constellations Sentinelles de l'Agence spatiale européenne (programme Copernicus), lancées en 2015 et 2017, ont profondément transformé les possibilités, d'une part, de produits génériques, essentiellement basés sur les indices biophysiques et l'occupation des sols, et, d'autre part, les applications et services dérivés.

L'exposé s'est ensuite focalisé sur les méthodes et produits existants en Afrique, avec des exemples illustrant les spécificités et diversités des agricultures familiales, avec des exemples liés à la cartographie des systèmes cultivés, au foncier et aux systèmes d'alerte précoce.

La conférencière a ensuite présenté les missions scientifiques programmées qui vont améliorer la qualité des données permettant de nouvelles applications (cycles de l'eau et du carbone). Une autre évolution est l'utilisation des nanosatellites. Les données de plus en plus nombreuses et précises sont aussi de plus en plus mises à disposition des acteurs à l'exemple de la plateforme Geodev, dédiée à l'Afrique. Les applications se multiplient. Néanmoins les financements de l'aide publique au développement pour l'observation spatiale de l'agriculture représentent à peine 15 % de ceux consacrés à l'environnement.

En conclusion, d'énormes progrès ont été faits ces dernières années, principalement en termes d'accessibilités aux images et aux logiciels de traitement. De nouvelles opportunités technologiques apparaissent mais elles sont encore peu adaptées aux besoins des utilisateurs locaux. Les questions ont porté prioritairement sur les techniques et sur l'utilisation des images en Afrique.

Vous pouvez visionner cette conférence sur le site de l'Adac, après vous être enregistré, en cliquant [ici](#).

Jean Philippe Tonneau

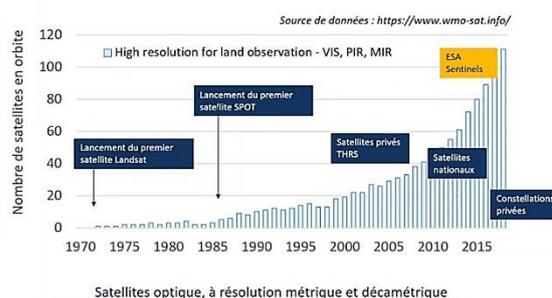
Une journée de printemps à Villeneuve et Mourèze



ouvriers à proximité des ateliers en leur assurant gîte, éducation et soins. C'était sans doute à l'époque un lieu d'avancées sociales, même si on y travaillait dur.

La manufacture, fermée en 1954 avec une privatisation des habitations ouvrières, garde le souvenir d'une activité industrielle prospère des temps passés. Une des maisons du site est aujourd'hui occupée par un luthier. Celui-ci nous a reçus et fait découvrir son atelier où, après des études à Mirecourt puis en Angleterre, il crée des violons

Le spatial, un environnement porteur ...



selon les techniques ancestrales avec des essences particulières de bois (érable ondé, épicéa des dolomites) et des produits artisanaux au nom suranné (colle de nerf de bœuf, colophane, pigments à la cochenille...). A la fin de la très intéressante visite, le luthier nous a prouvé qu'il ne maniait pas seulement les outils de travail du bois mais aussi l'archet en nous donnant un petit concert.

La visite de Villeneuve terminée, nous sommes partis nous restaurer à Clermont-l'Hérault au restaurant « Les Remparts ». Avant d'y arriver et de mériter le bon repas qui nous attendait, il nous a fallu rejoindre l'établissement à pied en grossissant le cortège de manifestants opposés à la réforme des retraites.

Après le déjeuner à Clermont-l'Hérault, nous avons repris la route pour découvrir Mourèze et son cirque minéral. A l'entrée du site sauvage et isolé autrefois gardé par un château aujourd'hui en ruines, se trouve un petit village, haut lieu de la Résistance durant la seconde guerre mondiale.

Après ce bol d'air et la promenade digestive au cirque de Mourèze, il était temps de prendre le chemin du retour, non sans une étape à Paulhan pour refaire nos stocks de miel auprès de l'établissement Rouquette.

En conclusion, la visite nous a permis de passer un bon moment convivial en bénéficiant d'un moyen de locomotion confortable, d'un temps printanier et du concours d'un guide bien instructif. Comme à son habitude, Nicole a su organiser le voyage en veillant à satisfaire nos besoins de culture, de nature et de produits locaux.

Pour un compte rendu complet et richement illustré de la sortie, nous vous invitons à voir, sur le site de l'Adac, le diaporama sur notre journée réalisé par Robert Oliver.



Jacques Chantereau

Conférence *Les Cévennes, vous connaissez ?*



Le 6 juin 2023, nous étions une trentaine à l'amphithéâtre Jacques Alliot pour suivre une nouvelle conférence organisée par l'Adac. Le sujet en était : *Les Cévennes vous connaissez ?* et il a été traité de façon bien instructive et intéressante par M. Yvon Bastide. Aujourd'hui retraité, il a travaillé dans de nombreux secteurs industriels dont celui de l'aérospatiale. Lui et son épouse sont cependant bien enracinés dans le terroir avec une maison qu'ils ont dans les Cévennes, en pays camisard.

Le conférencier nous a décrit les particularités géographiques, économiques et historiques de cette terre qui contribuent à expliquer le caractère de ses habitants. Ceux-ci, majoritairement protestants, ont vécu tragiquement, aux XVII^e et XVIII^e siècles, les persécutions religieuses. Elles ont conféré aux Cévenols une identité particulière d'attachement aux libertés et de résistance aux oppressions étatiques. Ainsi, pendant le dernier conflit mondial, les Cévennes ont été une terre d'accueil pour les réfugiés allemands ou espagnols fuyant les persécutions politiques et pour les familles juives victimes du nazisme. Ainsi, les Cévennes ont hébergé de nombreux maquis. L'histoire marque toujours cette région. Le conférencier nous a également fait part d'anecdotes révélatrices, toujours présentes, d'un clivage d'origine religieuse dans son village.

Par ailleurs, nous avons pu nous rendre compte de la sensibilité du sujet à l'occasion des questions et des discussions qui ont suivi la conférence. Un Ciradien cévenol présent dans l'amphithéâtre est intervenu pour rappeler que l'identité des Cévennes n'est pas uniquement due à sa composante protestante. Elle a aussi une composante catholique que l'on a trop tendance à ignorer et qui a participé au particularisme de ce pays. Ne contestant pas cette situation, le conférencier a conclu qu'il convient aussi de prendre en compte maintenant une vague importante d'installation dans les Cévennes de néoruraux qui modifient progressivement la singularité de sa population.

Vous pouvez visionner cette conférence sur le site de l'Adac, après vous être enregistrés, en cliquant [ici](#).



Quoi de neuf au Cirad ?

Un anniversaire bien fêté !

60 ans ! En 2022 le Cirad a célébré 60 ans d'ancrage territorial et de rayonnement régional en océan Indien. 60 ans au profit du développement des filières agricoles et de la protection de l'environnement.

C'est en 1962 que les premiers chercheurs de l'Irat ont commencé leurs recherches sur l'île de la Réunion autour de cultures végétales : le tabac, le haricot, l'oignon et le maïs. Près de 60 ans plus tard, plus de 400 personnes travaillent à l'année sur les projets de recherche du Cirad. Pour saluer dignement ces progrès et cette date anniversaire, plusieurs événements ont été organisés.

Portes ouvertes

À l'occasion de la fête de la science en fin d'année, une série de journées portes ouvertes a permis à un large public de venir découvrir les activités du Cirad : scolaires, agricultrices et agriculteurs, partenaires, grand public...

Une soirée pour les partenaires

En fin d'année, la direction régionale a réuni une centaine de partenaires pour fêter en beauté ses 60 ans. En dix stands, les équipes ont fait redécouvrir les dates clés des travaux de recherche menés par le Cirad et ses partenaires et qui ont accompagné le développement des filières agricoles de l'île. A chaque date une dégustation pour se souvenir avec gourmandise de l'impact direct des projets de recherche était proposée.

Le Cirad à la Réunion en chiffres

3 stations, 5 sites sur 45 ha

11 500 m² de laboratoires et bureaux

3 000 m² de serres

35 ha de parcelles d'expérimentation

440 personnes présentes à l'année

Découvrez le podcast original du dP One Health océan Indien !

Alors que vient de paraître le nouvel épisode du podcast Sani'Terre conçu par le dispositif en partenariat One Health océan Indien, nous vous emmenons à la découverte de ce contenu riche et accessible.

Des hommes, des animaux et des maux. C'est le titre très parlant du premier épisode du podcast du dispositif en partenariat One Health océan Indien (dP OH OI) paru en février dernier. Ce dispositif est un réseau collaboratif d'acteurs du sud-ouest de l'océan Indien qui se focalise sur les enjeux situés entre santé animale, humaine et écosystémique : l'approche One Health. Recherche, formation, communication : les missions de Thierry Baldet et Cécile Squarzoni à la tête de ce dP sont nombreuses.

Outre les chercheurs et chercheuses d'aujourd'hui et de demain, le podcast s'adresse au grand public. Zoonoses, rapport entre santé et biodiversité, lien entre santé et bien-être animal dans les élevages... les différents sujets traités au fil des épisodes permettront d'avoir une vision d'ensemble des enjeux One Health tout en prenant le temps de la réflexion. Chaque épisode est un entretien croisé entre trois intervenants de différentes professions (chercheurs, élus, ONG...) et disciplines (entomologie, écologie, anthropologie...) travaillant dans des zones géographiques variées.

Douze épisodes du podcast Sani'Terre sont déjà prévus. Ils sont tous construits en deux parties d'une vingtaine de minutes, diffusées indépendamment les 1er et 15 de chaque mois. La première partie s'attache à décrire une problématique que la seconde complète par les solutions mises à jour par la recherche, les pouvoirs publics et les initiatives locales.

La réalisation de ce podcast a bénéficié du soutien de l'Union européenne et de la région Réunion à travers le projet Interregg PRERISK_OI. Elle a également été l'occasion de nouer des partenariats avec deux entités locales : l'Agence régionale de santé (ARS) de la Réunion et l'antenne locale du réseau « Les Petits Débrouillards », association d'éducation populaire et d'ouverture à la science et à la culture pour les jeunes. Les enfants impliqués dans les activités de l'association interpellent les experts par des questions pertinentes pendant les entretiens, un instant de fraîcheur !

Le choix de la stratégie vaccinale contre la grippe aviaire

Les vagues de grippe aviaire restaient cantonnées entre novembre et mars. Abattage et repeuplement suffisaient à contenir l'épidémie. L'Europe était jusqu'à peu, relativement épargnée. Depuis l'année dernière cependant, des foyers naissent en juin, juillet, septembre... La filière avicole européenne va devoir opter pour la vaccination. Mais quelle stratégie vaccinale choisir ? Des outils développés dans les pays du Sud, en proie avec l'épidémie depuis plus longtemps, pourraient apporter certaines solutions.

Près de 400 millions d'oiseaux ont été abattus dans le monde depuis 2005 pour lutter contre l'influenza aviaire. La moitié depuis 2020 seulement. L'accélération de l'épidémie menace l'ensemble des élevages de volailles et accroît le risque pandémique. Elle représente également un danger pour l'avifaune sauvage en menaçant d'extinction certaines espèces. Face à la crise, l'Union européenne vient d'autoriser les pays membres à vacciner les élevages, laissant chaque pays libre de sa stratégie vaccinale.

Dans le cadre d'un projet porté par Ceva Santé Animale, le Cirad évalue plusieurs stratégies vaccinales adaptées aux filières avicole et porcine française. Inspirés d'un outil né en Égypte, puis utilisé dans d'autres pays du Sud comme le Vietnam, ces travaux se basent sur l'expérience de pays qui ont déjà fait le choix de la vaccination.

L'expertise du Sud au service du Nord

La première application du dispositif EVACS (Évaluation des stratégies de vaccination des maladies animales) date de 2015, en Égypte. Développé par le Cirad, EVACS est un outil d'aide à la décision qui permet d'évaluer différentes stratégies vaccinales.

Travailler main dans la main avec les privés

La force de l'outil EVACS repose sur la première étape du dispositif : l'étude du fonctionnement de la filière en local. Un diagnostic qui ne peut se faire qu'avec l'appui des acteurs privés, en première ligne face à la maladie et ceux qui devront mettre en place les stratégies de vaccination.

Dans le cadre du projet BioFluARN, le Cirad travaille avec un réseau de collaborateurs (vétérinaires et techniciens) de Ceva Santé Animale qui connaissent le terrain, les éleveurs et la filière. Les données récoltées sont ensuite discutées lors d'ateliers participatifs.

Au-delà de l'efficacité vaccinale, EVACS propose également une analyse coûts-bénéfices des différentes stratégies. Dans les pays où l'outil a été appliqué, les stratégies vaccinales adoptées montraient toujours un

bénéfice supérieur à l'abattage, quel que soit le type de production concerné. La vaccination engendre bien un impact négatif sur le commerce international. Cependant lorsque les niveaux d'infections rendent les exportations impossibles, le contrôle de la maladie par les vaccins devient une alternative viable pour les filières.

One Forest Summit (OSF) au Gabon : que retenir du sommet sur les forêts tropicales ?

Lancé à l'initiative du Président de la République française, le One Forest Summit s'est tenu au Gabon les 1^{er} et 2 mars. Plus de 1 000 participants se sont réunis à Libreville pour cette sixième édition du One Planet Summit, entièrement dédiée aux forêts tropicales.

Une délégation de 11 personnes du Cirad a fait le déplacement au Gabon pour ce sommet : Elisabeth Claverie de Saint Martin, était accompagnée de membres de la direction générale et de chercheurs venus de France ou d'Afrique centrale. À la différence des COP qui sont interétatiques, les One Planet Summit rassemblent décideurs et société civile, mobilisés dans une démarche scientifique et partenariale.

L'expertise du Cirad valorisée

Dès la préparation du sommet, le Cirad a été identifié comme un acteur clé en s'impliquant dans la programmation. Largement sollicité en amont du sommet par le secrétariat général du sommet pour le pilier concernant la coopération scientifique coanimé avec l'Inrae, le Cirad a produit des contenus de grande qualité :

- plusieurs notes sur les activités scientifiques au Cirad sur les forêts tropicales, les réseaux et plateformes forestières globales et les enjeux et besoins de recherche dans les forêts des trois bassins ;
- une note de positionnement : Le Cirad s'engage pour l'avenir des forêts tropicales (également disponible en anglais) ;
- cinq vidéos courtes créées pour le secrétariat général du OFS (MEAE) donnant la parole à nos chercheurs : Plinio Sist, Marie-Ange Ngo'Bieng, Ghislain Vielledent, Guillaume Lescuyer et Daniel Cornelis y apportent leur expertise sur le sujet selon leurs spécialités et leurs angles de recherche.

Sur place aussi, nos chercheurs ont partagé leur expertise. Dans le cadre de la matinée du 1^{er} mars consacrée à la séquence *One Forest Vision* sur les partenariats, les plateformes de données équitables, deux Ciradiens sont intervenus : Pascal Bonnet, géographe, directeur adjoint du département ES, responsable de l'international à l'institut #DigitAg et Alain Billand, directeur de la Dims, présent au sommet au titre de son expérience de plusieurs décennies en gestion des forêts tropicales, notamment dans le bassin du Congo, et de sa connaissance des réseaux d'acteurs régionaux.

Rencontres et partenariats

Mais le Cirad n'était pas seul puisqu'il a partagé sa vision d'une approche écosystémique et aussi socio-économique de terrain impliquant des partenaires locaux. Le mot d'ordre de ces journées a bien été celui de la rencontre. Le sommet a également été l'occasion de visites de sites et d'entretiens privilégiés de notre PDG avec des partenaires scientifiques et institutionnels (FAO, UE...). De nouvelles initiatives régionales ont ainsi été lancées :

- de nouvelles contributions dans les activités de recherche et développement au Gabon, notamment sur les recherches en sciences du bois (Persyst), lors de rencontres avec l'ENEF et des opérateurs du secteur privé (FRM, Rougier) ;
 - le renforcement de projets en cours ;
 - l'adhésion de nouveaux pays membres pour Prézode, l'initiative de prévention contre les zoonoses portée par le Cirad, l'IRD et l'Inrae ;
 - le Cirad a été représenté lors d'un atelier scientifique de deux jours. Organisées par le Gabon, ces deux journées ont rassemblé une cinquantaine d'invités d'Afrique centrale, d'Europe et d'Amérique du Nord et du Sud. L'atelier a abouti à la constitution d'un conseil scientifique sur le bassin du Congo, le *Science panel for the Congo Basin* et à l'initiative *Congo Basin Carbon Science* à laquelle le Cirad sera associé au travers de ses réseaux régionaux.
- A l'issue de l'OFS, le Plan de Libreville a été signé entre les pays forestiers et la communauté internationale, pour concilier ambition environnementale et développement économique. Il s'articule autour de trois axes :
- une initiative phare pour protéger les réserves les plus vitales de carbone et de biodiversité : les Partenariats de conservation positive (PCP), dotés d'un premier budget de 100 millions d'euros, et d'un mécanisme de rémunération des pays exemplaires via des « certificats biodiversité » ;
 - un projet scientifique emblématique, intitulé *One Forest Vision* pour mesurer notamment la balance nette de séquestration du carbone et cartographier les réserves les plus vitales de carbone et de biodiversité d'Afrique centrale dans les cinq prochaines années ;
 - une stratégie des chefs d'entreprises des trois bassins forestiers *10by30* visant à créer 10 millions d'emplois d'ici 2030 dans les activités liées à l'exploitation durable des forêts tropicales.

La COP 28 en ligne de mire

Suite au OFS, deux grands rendez-vous permettront de prolonger la démarche : le Sommet des trois bassins forestiers (Congo, Amazonie et Bornéo Mekong) au Congo Brazzaville en juin et le sommet des pays d'Amazonie organisé en août au Brésil par le président Lula.

Signature d'un accord de siège

Chrysoula Zacharopoulou, secrétaire d'Etat auprès de la ministre française de l'Europe et des Affaires étrangères chargée du développement, de la francophonie et des partenariats internationaux et Herman Immorgault, ministre délégué aux Affaires étrangères du Gabon, ont signé le 2 mars un accord de siège pour le Cirad au Gabon. Objectif : renforcer les activités de recherche, d'innovation et de formation entre les deux pays, notamment sur les enjeux environnementaux comme la préservation des forêts. Cet accord de siège constitue une vraie reconnaissance du travail du Cirad sur place, c'est même le seul centre de recherche à bénéficier de ce type d'accord.

La filière canne à sucre française sous les projecteurs au XXXI^e congrès ISSCT en Inde

Le 31^e congrès de l'International Society of Sugar Canne Technologists (ISSCT) à Hyderabad en Inde rassemblait 530 participants internationaux de près de 40 pays producteurs et transformateurs de canne à sucre.

« French sugarcane expertise »

C'est au cœur du pavillon *Choose France* que les partenaires historiques – Cirad, eRcane (Centre technique et de formation réunionnais sur la canne) et Tereos océan Indien (groupe agro-alimentaire français présent un peu partout dans le monde et en particulier au Brésil) – ont installé leur stand commun. Parmi les 70 exposants du congrès, cet espace monté par Business France rassemblait onze entreprises représentantes du savoir-faire français sur la culture et le traitement industriel de la canne à sucre.

Lors du congrès, près de 200 présentations scientifiques et techniques ont concerné 10 disciplines réunies dans 5 grandes commissions de l'ISSCT. Les 30 membres de la délégation Cirad, eRcane et Tereos océan Indien ont effectué plus de 20 présentations couvrant les recherches et les innovations de la culture aux procédés industriels.

L'excellence scientifique du Cirad reconnue

Le Cirad a présenté des travaux sur l'amélioration génétique des variétés, la gestion agroécologique des adventices, la gestion durable de la fertilisation, les outils d'analyse spatiale, de modélisation et d'aide à la décision. Un vrai succès et plusieurs récompenses à la clé.

Un bilan positif et un rendez-vous pris pour la prochaine édition

Ce congrès a permis de montrer l'expertise française et ses nombreuses avancées scientifiques et technologiques dans le domaine de la canne à sucre. En effet, la filière canne française doit faire face à des contraintes économiques et environnementales propres à son contexte européen et ainsi les chercheurs et techniciens, en phase avec les planteurs, doivent sans cesse innover et s'adapter pour répondre aux nouvelles exigences. L'issue de ce congrès a également été l'occasion de rappeler l'importance du partenariat historique et la complémentarité des actions entre eRcane et le Cirad.

L'implication des membres du Cirad dans la commission d'organisation du congrès a enfin été renouvelée.

Rendez-vous est pris pour le 32^e congrès de l'ISSCT, à Cali en Colombie, en 2025, qui marquera le centenaire de l'organisation.

Les recherches filières : une originalité du Cirad

Originalité, forte valeur ajoutée, transversalité... Au Cirad, le chantier institutionnel « Filières et développement durable » est structurant et contribue au renouvellement de la stratégie scientifique. Une journée leur était dédiée le 17 avril.

Objectif : présenter les 13 feuilles de route filières et lancer leur mise en œuvre.

Une journée marquée par le sceau du succès, puisqu'elle a rassemblé pas moins de 100 scientifiques en amphi et par visioconférence, et donné lieu à des débats et échanges fructueux. Objectif : présenter les stratégies à 10 ans des recherches filières et lancer les réflexions sur la suite du chantier.

Ces stratégies de recherche filières vont renforcer l'impact des travaux du Cirad. Elles vont favoriser les synergies entre les filières, les CTS et les dispositifs en partenariat. »

Une expertise longue et solide

Il faut dire que le Cirad possède une longue et solide expertise sur près de 35 filières, végétales principalement, mais également animales. Parmi celles-ci, 13 filières (Banane et plantain, Cacao, Café, Canne à sucre, Cocotier, Coton, Hévéa, Horticulture, Lait et produits laitier, Palmier à huile, Racines et tubercules, Riz, Sorgho et mil) bénéficient d'une animation, orchestrée par les correspondants filières. C'est pour chacune de ces 13 filières qu'une feuille de route a été préparée dans le cadre d'une large concertation interne puis validée par le Codir du Cirad. En outre, près de 45 % des scientifiques du Cirad (chercheurs et chercheuses, ingénieurs et ingénieures, techniciens et techniciennes) conduisent des recherches sur ces filières.

Une forte interaction avec les acteurs de terrain

Le Cirad est régulièrement le premier publiant à l'international d'articles scientifiques ou figure parmi les premiers dans les publications, sur les espèces tropicales qui structurent ces filières. « *La valeur ajoutée du Cirad réside en grande partie liée dans la forte implication que les chercheuses et les chercheurs démontrent avec une grande diversité d'acteurs des chaînes de valeurs. Cette implication se manifeste également par la co-construction d'innovations avec ces acteurs qu'ils soient producteurs, transformateurs, décideurs publics, certificateurs, distributeurs, ONG, etc.* », conclut François-Xavier Côte.

Prochaine étape du chantier : les unités de recherche vont se saisir de ces feuilles de route et développer les liens de collaboration avec les partenaires du Cirad pour des stratégies inter-institutionnelles renforcées...

Feuilles de route des filières : les principales priorités de recherche à 10 ans

Si chaque filière a fixé ses propres priorités, les 13 feuilles de route préparées par les correspondants et correspondantes filière et leurs collectifs ont fait émerger quatre grandes thématiques structurantes et communes pour l'ensemble des recherches filières de l'établissement :

- Réduire les impacts environnementaux négatifs des systèmes de production et adapter les filières aux changements globaux et en particulier au changement climatique ;
- Promouvoir l'agro-biodiversité au sein des systèmes de production ;
- Favoriser le développement des capacités les revenus et l'autonomie des petits producteurs dans le cadre de filières qui concourent à des systèmes alimentaires durables ;
- Contribuer au développement d'alliances entre les acteurs des chaînes de valeurs pour plus de durabilité environnementale et sociale.

Le Cirad et l'IRD désignés centre de référence pour les coronavirus zoonotiques de la FAO

Ils vont ainsi appuyer l'action de la FAO dans la détection et la surveillance des coronavirus zoonotiques.

Les deux organismes de recherche auront pour missions principales de :

- Mener des projets d'évaluation et de gestion des risques liés aux coronavirus zoonotiques en Asie du Sud-Est, Afrique centrale et de l'Ouest ;
- Apporter un soutien technique en termes de diagnostics et de surveillance des maladies à l'interface entre la faune sauvage et les animaux domestiques.

La FAO compte cinq autres centres de référence sur cette thématique, avec lesquels l'IRD et le Cirad collaboreront étroitement, en lien avec les États membres de la FAO, de l'Organisation des Nations unies, de ses institutions spécialisées ainsi que de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Quelques exemples de projets menés ou en cours :

BCOMING : Innover pour préserver la biodiversité et ainsi réduire l'émergence de maladies infectieuses

L'objectif principal du projet BCOMING est de coconstruire des innovations dans les zones critiques de biodiversité avec toutes les parties prenantes pour réduire le risque d'émergence de maladies infectieuses par la conservation de la biodiversité et la surveillance des zoonoses.

Pacman : Plateforme de diagnostic pour le contrôle des maladies animales et zoonotiques au Zimbabwe

Le projet Pacman, à travers la mise en place d'une véritable plateforme de biotechnologie accueillie par l'Université du Zimbabwe, vise à renforcer l'autonomie du pays en matière de diagnostic des maladies animales, végétales et zoonotiques.

SWM : Pour une gestion durable de la faune sauvage

Mis en œuvre dans huit sites d'Afrique, de la Caraïbe et du Pacifique, ce projet vise la conservation de la faune sauvage et la sécurité alimentaire des populations. Le Cirad intervient dans trois pays : Gabon, Zambie et Zimbabwe.

Nouvelle étape dans la politique de développement durable et responsabilité sociétale

Le Cirad formalise sa politique d'engagement : éthique de la recherche, déplacements responsables, qualité de vie au travail, inclusivité, sobriété énergétique... Les enjeux de développement durable et responsabilité sociétale sont nombreux, constituant autant de leviers d'action pour l'établissement.

Quatre orientations pour le développement durable et la responsabilité sociétale :

- Renforcer les méthodes pour une science au service du développement durable, ouvert, utile et solidaire

Organiser des espaces d'intégration des productions scientifiques

Renouveler les liens entre science et société

Promouvoir une recherche en partenariat avec responsabilité et engagement partagé

- Valoriser le sens et le bien-être au travail

Développer l'inclusion et lutter contre toutes les formes de discrimination

Renforcer la qualité de vie au travail

- Accélérer la transition vers des campus durables et la sobriété carbone

Investir dans l'immobilier durable et la transition énergétique

Se déplacer de façon plus responsable

Adapter les modes de consommation pour une grande durabilité

Opter pour un numérique plus sobre

Déployer une communication écoresponsable

- Développer une réflexion éthique et déontologique, et veiller à la conformité aux cadres législatifs et réglementaires

Renforcer un dispositif de soutien à la déontologie et la loyauté de nos pratiques

Faire connaître et déployer la réflexion éthique, la charte de déontologie et les principes d'intégrité scientifique du Cirad

Développer la capacité du Cirad à déployer sa responsabilité sociétale : le projet « responsable »

Le Cirad a créé le projet « Responsable » pour accompagner et mettre en œuvre ces pratiques, autour de quatre principales contributions :

- Renforcer la gouvernance développement durable et responsabilité sociétale
- Construire et mettre en œuvre une planification et une innovation participative
- Renforcer la redevabilité et l'amélioration continue
- Développer les compétences et les parcours, former à la responsabilité sociétale

« Climat, cultiver les solutions » : l'intégralité de la saison 3 du podcast est en ligne

Plus de 2 500 écoutes en quelques semaines, c'est un beau démarrage pour la troisième saison du podcast du Cirad. Tous les épisodes sont maintenant en ligne, vous invitant à explorer plusieurs pistes vers une agriculture plus résiliente face au changement climatique.

Episode 1 : Le sorgho, céréale d'avenir

Première céréale produite et consommée dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, le sorgho a la particularité de bien résister au manque d'eau. Une qualité qui s'avère de plus en plus indispensable dans les régions sahéliennes, et qui pourrait même inspirer l'agriculture française.

Au Burkina Faso, l'Institut de l'environnement et des recherches agricoles (INERA) travaille à l'amélioration des variétés locales de sorgho à travers un projet d'envergure, ABEE, financé par l'Union européenne. Le Cirad y apporte son expertise en génétique des plantes et participe à la mise en réseau avec d'autres organismes de

recherche sahéliens et européens. Pour les paysans et les agriculteurs, l'enjeu devient de plus en plus urgent : l'irrégularité de la pluviométrie et les épisodes de sécheresse s'intensifient chaque année, menaçant les récoltes et la sécurité alimentaire des ménages.

Episode 2 : La serre des plantes de demain

Certes, le changement climatique est déjà là. Mais nombre de ses impacts ne seront ressentis que dans quelques années, et il faudra se tenir prêt. Si la concentration de CO₂ dans l'air est actuellement estimée à plus de 400 ppm en moyenne, elle pourra atteindre jusqu'à 800 ppm par endroit d'ici 2050. Or les plantes se nourrissent de CO₂ : comment vont-elles réagir ? Et surtout, comment étudier un effet climatique qui n'est pas encore observable sur le terrain ?

C'est tout l'objectif de la serre AbioPhen, située à Montpellier : à la pointe de la technologie, ce bâtiment permet de simuler les climats de demain et d'étudier la réaction des plantes. Des équipes du Cirad s'intéressent notamment au riz, première céréale pour l'alimentation humaine dans le monde. Avec des partenaires du Centre international d'agriculture tropicale de Colombie, les scientifiques testent différentes variétés de riz dans des conditions climatiques relevant de plusieurs scénarios du GIEC. En Colombie, des essais en champs expérimentaux permettent d'élargir ces tests en milieux tropicaux contrôlés. L'objectif : anticiper.

Episode 3 : Sous les arbres, le café

Au Nicaragua, la hausse des températures et l'irrégularité de la pluviométrie ont rendu la monoculture du café quasi impossible. Depuis plusieurs années déjà, les exploitations associent d'autres arbres avec leurs caféiers. En agroforesterie, les températures au champ baissent et l'érosion des sols est limitée. Meilleure résilience des cultures, mais aussi apport de biodiversité et paysages restaurés : les bienfaits écologiques de l'agroforesterie sont évidents. Le bât blesse au niveau de la performance économique de ces systèmes : comment les rendre suffisamment productifs pour assurer la viabilité économique des fermes, et donc le bien-être des petits exploitants ?

À travers le projet BREEDCAFS, financé par l'Union européenne, le Cirad et ses partenaires se sont attelés à développer des variétés Arabica adaptées à la culture sous ombrage, et à améliorer l'efficacité des systèmes agroforestiers. Épaulés notamment par ECOM, un important négociant de café au niveau international, les scientifiques espèrent désormais trouver des débouchés économiques intéressants pour valoriser ces méthodes durables de production de café

Episode 4 : L'élevage sahélien, source d'inspiration

Dans les pays occidentaux, le bétail est souvent synonyme d'émissions de gaz à effet de serre. Au Sahel en revanche, l'élevage fonctionne différemment : transhumance, association aux cultures, importance donnée aux paysages et aux atouts des territoires... Les systèmes dits pastoraux sont généralement adaptés aux contraintes climatiques de milieux arides et semi-arides. Mais qu'en est-il de leur bilan carbone ?

Coordonné par l'Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA), le projet CaSSECS a justement pour objectif d'étudier la séquestration de carbone et les émissions de gaz à effet de serre dans les écosystèmes agrosylvopastoraux de six pays sahéliens. Et les premiers résultats renversent les idées préconçues sur le poids environnemental du pastoralisme au Sahel : le bilan carbone serait neutre, voire négatif. Pour en arriver là, les scientifiques ont dû, notamment, adapter les outils de calcul d'émissions de carbone aux races bovines et ovines locales, et changer d'échelle par rapport aux analyses effectuées dans des pays occidentaux.

Episode 5 : L'eau en partage

Plusieurs régions du monde font face à une raréfaction des ressources hydriques. Les facteurs de cette baisse ne sont pas uniquement climatiques : la surexploitation joue également un rôle majeur. L'eau est une ressource essentielle, à la fois pour notre santé, mais aussi pour la quasi-totalité des activités humaines : agriculture, industrie, services...

En Tunisie, le ministère de l'Agriculture a lancé un ambitieux programme de développement rural, PACTE, via la gestion participative des ressources naturelles. Plusieurs communautés rurales ont été appelées à formuler un diagnostic des enjeux de leur territoire et à faire remonter des propositions politiques. Le Cirad contribue à ce projet en accompagnant ces démarches participatives afin que personne ne soit laissé de côté. En assurant la participation de tout un chacun, l'objectif est d'assurer une gouvernance de l'eau juste, inclusive et durable.

Episode 6 : Aquaculture, halte aux antibiotiques

Le changement climatique aura aussi des impacts sur les pathogènes des plantes, des animaux et des humains. En aquaculture, la hausse des températures de l'eau accroît le développement des bactéries. Or, l'utilisation abusive d'antibiotiques dans les élevages de poisson est déjà courante dans de nombreux pays en Asie, favorisant ainsi l'antibiorésistance. Le danger de l'avènement de maladies bactériennes incurables est grand.

Pourtant, des alternatives à l'utilisation des antibiotiques en aquaculture existent, souvent sous la forme de plantes aromatiques. Des scientifiques du Cirad tentent de caractériser les propriétés de certaines plantes locales, à la fois en Asie et en Afrique, afin de les proposer aux éleveurs. Moins coûteuses que les antibiotiques, plus durables et plus sûres, ces alternatives pourraient devenir un enjeu de sécurité alimentaire et sanitaire pour les populations très consommatrices de poissons.

Projet NumBois : une impressionnante documentation sur les bois tropicaux et méditerranéens

Une fabuleuse collection d'échantillons de bois du monde, une impressionnante base de données, une bibliothèque numérique de documents rares... Le projet NumBois recèle de nombreuses connaissances sur les bois tropicaux et méditerranéens. Un florilège d'informations à disposition de tous et toutes.

Lauréat de l'appel à projets CollEx-Persée en 2020, le projet NumBois, a vu sa palette s'étoffer au fil des années. Fruit d'une collaboration entre la Dist et l'URBioWooEB, il s'articule désormais autour de trois corpus, la

bibliothèque numérique du Cirad en agronomie tropicale NumBA, la xylothèque du Cirad, et la base de données du Cirad sur les propriétés technologiques des bois (Tropix).

NumBA, bibliothèque numérique du Cirad

NumBA répond à un double objectif de conservation de fonds patrimoniaux institutionnels et de leur diffusion libre et gratuite. Elle contribue ainsi à l'engagement du Cirad dans le mouvement du libre accès aux connaissances pour une science ouverte. A ce jour, elle valorise plus de 10 000 documents patrimoniaux du Cirad : revues, ouvrages, plaques de verre, cartes, échantillons de bois et bientôt planches d'herbier, photographies anciennes et cartes postales.

NumBA s'inscrit dans le dispositif des bibliothèques numériques de la Bibliothèque nationale de France (BnF) en Gallica marque blanche.

La xylothèque numérique : plus de 3 000 échantillons de bois numérisés accessibles à tous

Accessible à toutes et tous via NumBA, la xylothèque numérique donne accès à plus de 3 000 images d'échantillons de bois numérisés, à leur description et à des informations sur leur répartition géographique, leurs appellations vernaculaires, leurs principales utilisations.

Redéploiement de l'application Tropix sur internet

Le logiciel Tropix présente les principales caractéristiques de plus de 240 essences forestières tropicales ou tempérées. Utilisable après téléchargement sur poste fixe, Tropix était jusqu'à présent distribué auprès de quelques opérateurs. Il est cité en référence dans plusieurs normes et documents techniques unifiés (DTU) sur la mise en œuvre et de l'utilisation des bois tropicaux. Avec le projet NumBois, Tropix a été redéployé sur internet en accès libre et gratuit. Ce redéploiement s'est accompagné d'une mise à jour et d'un enrichissement de la base de données associée.

CPER : 6,7 millions d'euros pour le Cirad

A nouvelle année, nouveaux projets ! La signature des nouveaux Contrats de Plan Etat Région (CPER) 2021-2027 en décembre marque un tournant pour le Cirad qui bénéficie de 6,7 millions d'euros et d'une reconnaissance stimulante.

C'est en présence d'Elisabeth Borne, Première ministre, et de Carole Delga, présidente de la région Occitanie, qu'ont été signés les CPER 2021-2027. Au-delà du budget important débloqué, ce nouveau CPER marque l'intérêt de l'Etat et de la région Occitanie pour le Cirad comme un acteur essentiel et stratégique de l'innovation sur le territoire. La région voit dans l'innovation « un des trois leviers stratégiques de ce contrat » qui doit lui permettre de retrouver une « souveraineté industrielle ».

6,7 M€, c'est le budget alloué au Cirad autour de deux projets phares, combinant des financements de l'Etat, de la région et de la métropole Montpellier Méditerranée.

La phase 1 du **projet Ecosite Lavalette** porté par la Ditam a obtenu un budget de 6,1 M€ sur un coût total de 12,3 M€. Ce projet de refonte global du site consiste en la construction d'un nouveau bâtiment sur Lavalette et la réhabilitation des bâtiments 1, 2 et 3. Le site de Lavalette accueillera ainsi l'unité Amap libérant en totalité le Parc Scientifique.

Projet VCA4D : une mine d'informations sur les filières agricoles

Depuis 6 ans, le projet européen VCA4D évalue la durabilité de filières agricoles, car pour l'Union européenne, ces chaînes de valeur sont un levier capital de lutte contre la pauvreté. Plus de 40 études ont été réalisées sur un éventail de produits en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Une mine d'informations pour les décideurs.

Présentation d'ouvrage par Jean Pascal Pichot



Hommage à un homme politique d'exception oublié de l'Histoire : Georges Monnet

Yves Launay

Véronne éditions

2022, 174 p.

Dans la mémoire de quelques anciens du Cirad, Georges Monnet n'est que le fondateur, fin décembre 1957, puis le premier président, de l'Institut français du café et du cacao, l'IFCC.

Sa biographie nous permet de découvrir les multiples facettes de la vie d'un homme qui n'a pas craint de s'engager au service des grandes causes qui ont marqué le vingtième siècle, mais dont nous n'avons pas toutes et tous gardé la mémoire. Sa lecture est une vraie révélation !

Au sortir de la Première Guerre mondiale, à laquelle il a participé à partir de 1917, Georges Monnet consacre ainsi plusieurs années à remettre en état un domaine agricole proche du Chemin des Dames dont les terres et le bâti avaient été ruinés par la guerre de tranchées. Ce faisant, il découvre les dures réalités du monde paysan français, gravement affecté par les pertes humaines, la concurrence des grandes exploitations motorisées nord-américaines et par la baisse des cours du blé.

Il s'engage en politique et participe aux débats sur le modèle d'exploitation agricole à privilégier : grandes exploitations motorisées intensives versus exploitations familiales de polyculture-élevage... et sur les moyens à mettre en œuvre pour sécuriser les revenus des agriculteurs... Comme de nos jours les partis de droite prônent le libéralisme et ceux de gauche la régulation !

Georges Monnet militera pour la création de l'Office national interprofessionnel du blé (Onib), qui deviendra l'Office national interprofessionnel des céréales (Onic en 1940). Toutefois, il lui faudra attendre 1936 pour y parvenir, quand il sera nommé ministre de l'Agriculture du Front populaire. Le chapitre qu'Yves Launay consacre à cette création de l'Onib est très instructif.

Cette période du Front populaire, puis celle qui précéda la Seconde Guerre mondiale, furent marquées par de multiples dissensions entre et au sein des partis politiques. Elles éloigneront Georges Monnet de ses amis politiques et en particulier de Léon Blum.

Les divergences entre députés et sénateurs étaient déjà à cette époque source d'impuissance de la démocratie... Voir à ce sujet les débats sur le statut du fermage et l'extension au secteur agricole des avancées sociales en faveur du monde ouvrier.

La guerre, puis les pleins pouvoirs accordés par le congrès à Philippe Pétain éloigneront Georges Monnet des vicissitudes de la vie politique, mais il assurera de 1940 à 1944 le secrétariat du comité d'organisation de l'industrie des jus de fruits, industrie dont il avait pressenti le développement. L'accent mis par Yves Launay sur les relations entre Léon Blum et la famille Monnet pendant cette période turbulente semble un peu surdimensionné, voire anecdotique...

Mais dans la foulée, si on peut dire, Yves Launay nous apprend l'existence au sein de la IV^e République d'une troisième chambre : l'Assemblée de l'Union française dont les membres étaient pour une part délégués par les territoires d'outre-mer et une autre part désignés par le parlement français.

Georges Monnet y siégera pendant 12 ans au titre de l'assemblée territoriale de Côte d'Ivoire et en présidera la commission de l'agriculture, ce qui l'amènera à faire des missions de terrain et à œuvrer avec des hommes politiques africains. Malheureusement, cette troisième chambre n'avait que la possibilité de faire des propositions pour sortir les agriculteurs africains de la misère... propositions auxquelles les deux autres chambres ne furent pas sensibles.

Néanmoins, Georges Monnet avait pris conscience des difficultés des petits planteurs de caféiers et de cacaoyers et de l'absence de recherche agricole sur ces productions. Il a donc créé, à l'image de l'Ifac dont il était administrateur, un institut de recherche dédié à ces cultures : ce sera l'IFCC.

Simultanément, Georges Monnet accepte la proposition du président Houphouët-Boigny de devenir le premier ministre de l'Agriculture de la jeune République de Côte d'Ivoire, de réorganiser les services existants et de créer les outils indispensables au développement de la production agricole (crédit, recherche, encadrement, caisse de stabilisation, etc.). Il exercera cette fonction jusqu'en 1961 et restera conseiller personnel du président quelques années.

Rentré en France, Georges Monnet se voit confier, à 63 ans, par le ministre Edgard Pisani le soin de dynamiser le Centre national d'expositions et concours agricoles (Ceneca) et de créer un salon international de l'agriculture dont la réputation et la fréquentation n'ont fait que croître.

J'espère que ces quelques flashs vous donneront envie d'en savoir plus sur ce grand serviteur de l'État.

Enfin, notons que Georges Monnet est le père de [Jean-Claude Monnet](#) récemment décédé.

Nouveaux retraités

Est parti en retraite le 4 janvier 2023

Pierre Montagne, UPR Forêts et Sociétés (Es), Montpellier Baillarguet

Sont partis en retraite le 31 janvier 2023

Christian Bru, DG-DGDRD, cadre, Montpellier Lavalette

Monique Deu, cadre, UMR Agap (Bios), Montpellier Lavalette

Bernadette Dupeuble, cadre, UMR Tétis (Es), Montpellier Lavalette

Marie-Charlyne Gauvin, assistante de laboratoire, UPR Recyclage et Risques (Persyst), St Denis-La Bretagne, La Réunion

Corine Hébraud, cadre, DG-DGDRD-DRH, Montpellier Lavalette

Marguerite Rodier-Goud, cadre, DG-DGDRD-DRH, Montpellier Lavalette

Est parti en retraite le 24 février 2023

Serge Lassus, cadre, UPR Aïda (Persyst), Montpellier Breton

Est parti en retraite le 28 février 2023

Christian Baron, cadre, UMR Tetis (Es), Montpellier Lavalette

Sont partis en retraite le 31 mars 2023

Frédéric Carbillet, assistant administratif, DGDRD-Ditam, Montpellier Lavalette

Jean-Marie Douzet, cadre, UPR Aïda (Persyst), Montpellier Lavalette

Rabah Lahmar, cadre, UPR Aïda (Persyst), Montpellier Lavalette

Pascale Lajous, cadre, DG-DGDRS, Montpellier-Baillarguet

Joëlle Le Goupil, cadre, DG-DGDRD-Dcaf, Paris-Scheffer

Marcel Mascarenc de Raissac, cadre, UMR Agap (Bios), Montpellier Lavalette

François Monicat, cadre, UPR Aïda (Persyst), Montpellier Lavalette

Claire Neirac, cadre, DG-DGDRD, Montpellier Lavalette

Jean-Louis Noyer, cadre, DG, Montpellier Lavalette

Sylvie Perez, assistante administrative, DGDRD-DRH, Montpellier Lavalette

Marie-Odile Revol, assistante administrative, DGDRD-DRH, Paris-Scheffer

Noël Richard, technicien supérieur, UMR Aste (Bios), Montpellier Baillarguet

Sont parties en retraite le 30 avril 2023

Myren Rouly, cadre, DGDRS-Dist, Montpellier Lavalette

Catherine Sauvajon, cadre, DGDRS-Dist, Montpellier Lavalette

Est parti en retraite le 31 mai 2023

Richard Santé, ouvrier forestier, UMR Ecofog (Es), Sinnamary, Guyane

Est partie en retraite le 1^{er} juin 2023

Martine Duportal, cadre, DG-Com, Montpellier Lavalette

Sont partis en retraite le 30 juin 2023

Christine Boutavin, assistante administrative, DG-DGDRS, Montpellier Lavalette

Corinne Calvet, secrétaire assistante, UMR Art-Dev (Es), Montpellier Breton

Christine Casino, cadre, UPR-Aïda (Persyst), Montpellier Lavalette

Philippe Feldmann, cadre, DG, Montpellier Lavalette

Guilhem Grellet, cadre, DGDRD-DRH, Montpellier Baillarguet

Christiane Guillon, cadre, DGDRD-DRH, Paris-Scheffer

Nicole Herbin, cadre, DGDRD-DRH, Paris-Scheffer

Jocelyn Idmond, assistant de laboratoire, UPR Recyclage et Risques (Persyst), St-Denis-La Bretagne, La Réunion

Lydia Leborgne, cadre, DGDRD-Direction régionale Antilles-Guyane, Neufchâteau, Guadeloupe

Isabelle Lecomte, cadre, DGDRD-DRH, Montpellier Lavalette

Bruno Losch, cadre, UMR Art-Dev (Es), Montpellier Breton

Denis Sautier, cadre, UMR Innovation (Es), Montpellier Breton

Jean-Charles Sicard, cadre, UMR Aste (Bios), Montpellier Baillarguet

Geert Van Vliet, cadre, UMR Art-Dev (Es), Montpellier Breton

Michèle Vialle, assistante de laboratoire, UPR Aida (Persyst), Montpellier Breton

NO\$ COLLEGU\$S ET AMI(E)\$ DISPARU(E)\$

Des hommages plus complets sont consultables sur le site internet de l'Adac

Nous sommes actuellement confrontés au refus de la direction du Cirad de nous transmettre les CV et autres renseignements sur la carrière des agents décédés. Pour cette raison, les hommages présentés dans cette lettre ne sont pas aussi complets que ceux que nous rédigeons habituellement.

Florence Gras – 6 février 2023

Décédée à son domicile le 6 février 2023, Florence Gras était entrée au Cirad en octobre 2000 en tant qu'infirmière, pour assurer les fonctions d'infirmière du travail. Durant ces années, elle avait également exercé sa fonction d'infirmière auprès du CMETE (Centre médical des entreprises travaillant à l'extérieur) sur l'antenne de Baillarguet. Beaucoup d'entre nous l'ont connue à ce moment et ont apprécié son accueil chaleureux et ses qualités humaines. Depuis 2019, après une reconversion professionnelle, elle occupait la fonction de technicienne au sein de l'UMR Selmet ; elle s'était notamment investie dans la gestion des échantillons de l'herbier ALF de Baillarguet. Elle a eu le courage de s'investir pour se former à une mission complètement nouvelle, impliquant un savoir-faire technique particulier, et s'était parfaitement intégrée professionnellement et humainement au sein de cette équipe. Florence se battait depuis de longs mois contre la maladie. Elle avait néanmoins tenu à garder le contact avec ses anciens collègues. Plusieurs d'entre nous ont maintenu ce contact autant que cela a été possible, pour lui témoigner le soutien de toute l'unité.

Michel Hoarau – 20 février 2023

Une figure du Cirad, notre ancien collègue Michel Hoarau, est décédé à la Réunion le 20 février dernier. En 1957, diplômé de l'Agro de Paris et de l'ESAAT (*Ecole supérieure d'agronomie et d'agriculture tropicale*), Michel est recruté comme directeur-adjoint du Centre technique interprofessionnel de la canne et du sucre (CTICS) de la Réunion. Il y reste trois ans puis regagne la métropole pour se spécialiser en pathologie végétale à l'Orstom. En 1962, à la création de l'Irat à la Réunion, il est recruté comme phytopathologiste. Il mène des travaux de surveillance et de lutte sanitaires sur diverses maladies de la canne en collaboration avec la station de Génétique de La Bretagne. Ingénieur touche-à-tout, Michel conçoit la méthode dite d'analyse à la presse hydraulique pour la détermination de la richesse sucrière de la canne, méthode encore utilisée de nos jours.

En 1970, Michel prend la direction des productions agricoles des Sucreries de Bourbon dirigées par Emile Hugot. Il contribue à un plan de développement de la filière bovine sur l'île qui valorise les sous-produits de la canne et les travaux en productions fourragères de l'Irat conduits par Jean Fritz. Dans ce plan, il crée un groupement de producteurs bovins qu'il associe à une structure chargée d'un programme d'amélioration génétique. Avec Emile de La Giroday, directeur du Cerf (Centre d'essai, de recherche et de formation), Michel est l'un des acteurs majeurs du Plan de modernisation de l'économie sucrière (1974-1982) suivi du plan de consolidation (1982-1990), pilotés et soutenus financièrement par l'Etat et le Conseil général de la Réunion. Ils auront permis de puissantes actions pour augmenter la productivité de la filière et apporter un soutien technique à des milliers de nouveaux producteurs bénéficiaires d'une vaste réforme foncière mise en œuvre par la Safer (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural). Avec l'appui des pouvoirs publics, Michel fonde en 1978 un établissement financier : la Sofider. Artisan infatigable et avisé du développement économique de son île natale, ne comptant jamais ses heures de travail, il préside bénévolement cette banque d'investissement jusqu'en 1985.

En 1979, Michel revient à la recherche agronomique en tant que directeur de l'Irat-Réunion. Il est aussi le correspondant du Gerdat à la Réunion, avec pour mission de développer les effectifs et structures de la recherche agronomique devant constituer le futur Cirad. Il s'acquitte avec succès de cette mission avec Alain Derevier qui dirige le Ceemat à la Réunion, puis le remplace localement comme directeur du Cirad en septembre 1983 quand Michel est nommé chargé de mission auprès du directeur général de l'Irat (Francis Bour) à Nogent-sur-Marne pour les Dom et les pays africains. En quatre ans (1980-1984), les effectifs de l'Irat et du Ceemat confondus seront multipliés par trois à la Réunion et les infrastructures de recherche du Cirad à La Bretagne et Ligne Paradis par deux. De 1987 et 1990, Michel est directeur adjoint du Département Irat du Cirad alors dirigé par Claude Charreau, et il est également responsable de la sous-direction des cultures vivrières. En 1991, il regagne la Réunion : il est directeur du Cerf, directeur du Cirad-Réunion en 1992-1993 et fonde avec Michel Colonna le Centre français de la canne et du sucre (CFCS) qui associe producteurs agricoles, recherche agronomique et industrie.

Michel prend sa retraite fin 1994. Il la passe à Plessis-Tréville où il avait établi sa résidence principale depuis une dizaine d'années. Il consacre du temps à des associations du département du Val-de-Marne et répond à quelques sollicitations de la filière canne de la Réunion : publication d'un ouvrage sur l'histoire de son industrie rhumière, organisation d'un colloque international. Il voyage avec son épouse pour découvrir des contrées plus ou moins lointaines, et s'occupe de ses proches. Michel Hoarau est décédé dans sa 90^{ème} année. Il était père de 3 enfants, grand père de 10 petits-enfants et 9 fois arrière-grand-père. Il laisse aux collègues qui l'ont connu le souvenir d'un grand serviteur de l'Irat puis du Cirad, ayant un haut niveau d'engagement dans toutes ses missions professionnelles et de dévouement à ses équipes. Tout particulièrement à la Réunion, il aura été l'un des pionniers du développement de notre établissement avec de multiples partenaires du monde agricole et économique régional.

Eric Herbaut – 8 avril 2023

C'est avec une très grande émotion et une profonde affliction que nous avons appris le décès de notre collègue Eric Herbaut, survenu ce 8 avril 2023 des suites d'une maladie, à l'âge de 64 ans.

Eric est entré au Cirad, site parisien, en 1991 pour y exercer son métier de contrôleur de gestion budgétaire. En 2000, il a été affecté à la direction de la comptabilité et des affaires financières au sein du service du Budget central. Sa discrétion, son intégrité et son sérieux nous laissent un souvenir précieux. Le Cirad salue sa mémoire et lui reste très reconnaissant pour le travail accompli au sein de ses services d'appui.

Frédéric Demarne – 30 avril 2023

Nous avons appris avec tristesse le décès de notre ancien collègue Frédéric Demarne des suites d'une longue maladie. Frédéric est entré à l'Irat en 1978 et s'est rapidement intéressé à la culture du Géranium rosat, à la vanille et aux techniques de culture in vitro de ces plantes, c'était le tout début... avant de s'intéresser à l'influence des pratiques agricoles sur la qualité des huiles essentielles et sur la mesure de cette qualité (chromatographie en phase gazeuse) et enfin aux arômes. Il a été à l'origine de la collaboration importante du Cirad avec le CRITT (Centre régional d'innovation et de transfert de technologies) de la Réunion et l'ouverture d'un laboratoire de recherche sur les arômes à la MRST (Maison régionale des sciences et de la technologie) à Saint Denis dans les années 1990. Il a quitté le Cirad en 1996 pour rejoindre le privé et poursuivre sa carrière dans la société Gattefossé où il était directeur scientifique, jusqu'à sa retraite en 2019.

Frédéric, loyal, chaleureux et fidèle avait gardé des amis au Cirad. Il laisse le souvenir d'une personnalité scientifique de haut niveau, exigeant, rigoureux, et sans compromis, mais ouvert et curieux, capable d'intuitions remarquables (utilisation de molécules aux propriétés astringentes de plantes de l'océan Indien en cosmétique, par ex). L'ouvrage collectif qu'il avait coordonné sur la culture et la distillation du Géranium rosat reste une référence, et avait impliqué de nombreux chercheurs du Cirad.

Jean-Claude Monnet – 18 mai 2023

Le parcours de Jean-Claude Monnet s'inscrit dans une continuité d'actions dont le Cirad est redevable et dont l'établissement peut se prévaloir. Le père de Jean-Claude Monnet, Georges Monnet, ancien ministre de

l'Agriculture du Front populaire, a été l'un des fondateurs de l'IFCC et a créé le SIA (Salon international de l'agriculture). Jean Claude Monnet a été chef des services administratifs de l'IFCC avant de servir le Cirad à Paris. A la retraite, il s'est donné la peine d'exploiter les archives de l'IFCC (puis IRCC) pour nous donner un historique de la vie de cet institut jusqu'à sa fusion dans le Cirad.

Jacques Teissier – 5 juin 2023

Nous avons appris le décès de Jacques Teissier, ingénieur agronome, chevalier de l'Ordre du mérite, survenu le lundi 5 juin 2023 à l'âge de 81 ans.

Jacques Teissier faisait partie du service de pédologie de l'Irat dirigé par Jean Kilian. Mis à la disposition de l'Autorité pour l'aménagement des vallées des Voltas, il a eu un rôle important dans l'aménagement du territoire burkinabè.

Il occupa ensuite un poste de chargé de mission à la direction scientifique du Cirad, puis à la direction des relations européennes et internationales.